

Enquête publique relative au projet de la ligne 18 du réseau de transport du Grand Paris Express

Cette enquête publique, est l'occasion de remettre totalement à plat le projet de la ligne 18, en prenant en compte la nécessité d'adapter les politiques publiques dans le contexte nouveau lié à l'épidémie de COVID-19, au développement du télétravail, au besoin de réduire la promiscuité dans les transports en commun.

Il est impératif de répondre aux véritables besoins en transports en commun dans le cadre de la transition écologique, en préservant les rares terres agricoles restant en Île de France.

Si nul ne peut nier l'urgence d'améliorer les transports en commun dans le secteur du plateau de Palaiseau et de la vallée, jamais l'utilité de la ligne 18 n'a été démontrée. Aucune étude digne de ce nom n'a pu montrer l'existence d'un besoin de transport de la zone banlieue ouest vers la banlieue sud.

La seule étude sérieuse est celle qui démontre l'inutilité de la ligne 18, produite par Jacqueline LORTHIOIS urbaniste socio-économiste, sur les circulations en Région Parisienne. Elle a présenté cette étude lors des assises sur la mobilité à SUPELEC, le 18 novembre 2017, démontrant que la ligne 18 ne se justifie absolument pas (voir document en annexe).

La section Saclay-Versailles, notamment, ne permettrait de raccourcir que de quelques minutes la durée du trajet Orly – Saclay - Versailles. Dès 2015, le Commissariat général à l'investissement, sous l'autorité du Premier ministre, avait d'ailleurs rendu un avis défavorable à ce sujet.

L'agrandissement des emprises pour les voies et le centre de maintenance entraînera le déclassement d'environ 2 hectares d'espaces boisés classés provoquant une coupure infranchissable de plus d'1 km (zone de transition tunnel/viaduc) au croisement de 2 corridors écologiques. L'enquête de 2016 affirmait pourtant que "cette transition constitue une coupure infranchissable au sein du territoire, aussi l'objectif est d'en réduire autant que possible la longueur".

Bien des voix se sont élevées contre le coût exorbitant consacré à la construction de cette ligne de prestige au détriment de l'amélioration urgente des lignes RER B et C. Le RER B, en pleine crise, transporte quotidiennement 1 million de voyageurs dans des conditions insupportables alors que les prévisions les plus optimistes pour la ligne 18 se chiffrent au mieux à 45 000 voyageurs quotidiens.

Un nombre croissant de grandes villes envisage la mise en place de téléphériques urbains, solution bien moins coûteuse qu'un transport lourd. Cette solution (ou d'autres toutes moins coûteuses) pourrait très bien être adoptée pour relier le pôle scientifique et le CEA du plateau de Saclay à la ligne B du RER.

Rappelons aussi que la capacité du transit routier est doublée par le CD 36 en deux voies, avec un transport par car en site propre (TCSP).

En gaspillant d'énormes sommes d'argent public et en sacrifiant à terme un territoire à vocation agricole, ce projet de ligne 18 ne cache-t-il pas une volonté de spéculation foncière et d'urbanisation totale du plateau de Saclay ?

En conclusion.

Palaiseau Terre Solidaire proteste contre les conditions dans lesquelles se réalise cette enquête d'utilité publique, sans aucune réunion publique, malgré des modifications majeures et des surcoûts importants du projet.

À l'heure où la pandémie du coronavirus nous amène à remettre en question nos modes de fonctionnement et de comportement, le temps n'est-il pas venu de revoir complètement les rapports entre ceux qui décident et ceux qui subissent ?

À l'heure où l'urgence climatique se fait pressante, ne faut-il pas veiller à préserver les rares terres agricoles d'Île de France ?

Face aux évolutions du projet, à ses surcoûts, aux fortes incertitudes économiques et démographiques actuelles, aux oppositions, inquiétudes et réserves exprimées par la population et les experts, nous demandons un moratoire immédiat pour une remise à plat complète de la déclaration d'utilité publique.

Nous demandons une véritable concertation publique de grande ampleur pour redéfinir les besoins réels de notre région en matière de transports en commun et de préservation des espaces agricoles.

Palaiseau Terre Solidaire :

(*) Groupe de citoyennes et citoyens s'étant présenté aux dernières élections municipales à Palaiseau et ayant une élue dans l'opposition.

Palaiseau le 17 juillet 2020.